

L'UQAM

Vol. XXVIII N°4, 22 octobre 2001

UQAM

3 L'économiste et le magistrat honorés par l'UQAM



4 Du militant au philosophe : Jean-Marc Pottie

5 Le CIRST, toutes dimensions



Une bourse qui peut vous mener loin!

Angèle Dufresne

Grâce au programme de bourses de mobilité du ministère de l'Éducation du Québec, l'UQAM a littéralement des millions de dollars à offrir aux étudiants des trois cycles qui désirent faire une partie de leur scolarité à l'extérieur du Québec. Dernière d'un programme de trois ans, l'année 2002-2003 qui débute avec le prochain concours de mars 2002 a accumulé les surplus non dépensés des années antérieures, de sorte que les coffres sont pleins et débordent! Les facultés où les surplus sont particulièrement importants sont en sciences, sciences humaines et sciences de la gestion. Par contre, en science politique et droit et en lettres, langues et communication, les fonds se font plus rares parce que la demande dépasse largement l'offre.

C'est donc maintenant où jamais le temps de songer à un échange, à un stage ou à un projet de recherche à réaliser à l'étranger pour tous ceux qui sont admissibles à ce programme, c'est-à-dire les étudiants à temps complet (résidents québécois), ayant complété au moins 30 crédits (1^{er} cycle) ou 9 crédits de formation (2^e et 3^e cycles), avec une moyenne académique d'au moins 3,2 sur 4,3 et prêts à partir pour un minimum de deux mois et un maximum de huit mois à l'étranger.

Depuis l'année 2000-2001, l'UQAM reçoit 1,2 million de dollars du MEQ par année pour financer le programme des bourses de mobilité. L'attrait de «l'international» était très faible à l'UQAM avant l'instauration de ce programme. Jusqu'en 1999-2000, en effet, l'UQAM n'envoyait que 30 à 60 étudiants à l'étranger par année. La note encourageante, toutefois, d'expliquer Annie Girard du Bureau de la coopération internationale (BCI), c'est que depuis que les bourses de mobilité du MEQ existent, le nombre de participants a doublé chaque année.

«Mais nous sommes très très loin du compte en termes d'inscriptions à ce programme», précise-t-elle, principalement du fait que ces bourses ne sont pas suffisamment connues à la fois des étudiants et de leurs professeurs qui pourraient les inspirer ou les aider à formuler un projet de formation académique, de stage ou de recherche à l'étranger.

En 2000-2001, seulement 124 étudiants et, en 2001-2002, environ 250 (chiffre estimé, car le concours d'automne ne prendra fin que le 31 octobre en sciences humaines et le 1^{er} novembre en sciences de la gestion), ont répondu ou répondront à l'appel pour l'obtention d'une bourse de mobilité internationale, un nombre qu'il faudra absolument hausser à plus de 300 en 2002-2003 si l'on ne veut pas avoir à remettre les surplus non utilisés au Trésor public, mais surtout si l'on veut pouvoir convaincre le MEQ de renouveler l'expérience pour un deuxième terme de trois ans (2003 à 2006). Commencer à préparer sa demande maintenant pour le prochain concours du mois de mars n'est pas trop tôt, d'ajouter Annie Girard.

Ces bourses, qui peuvent être jumelées à des bourses d'excellence ou même des prêts et bourses du Québec sont de 750 \$ ou de 1000 \$ par mois, selon les destinations choisies, et couvrent les frais de logement et de subsistance des étudiants à l'étranger. Selon des statistiques établies par le BCI, les étudiants du premier cycle sont les plus nombreux à profiter des bourses de mobilité, la France est la destination la plus populaire et la Faculté des lettres, langues et communication celle qui envoie le plus grand nombre de candidats à l'étranger. Mais parmi les pays également prisés par les candidats de 2000-2001, on retrouve le Togo où un groupe de 25 étudiants de la Faculté d'éducation est parti faire un stage de coopération, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde, le Mexique, etc.

Par ailleurs, les étudiants se répartissent à peu près également entre ceux qui partent pour de courts séjours (une session) et pour de longs séjours (deux sessions) effectués dans un pays étranger. Cette formation, faut-il le rappeler, lorsqu'elle est faite dans le cadre des programmes bilatéraux établis par l'UQAM et l'UQ ou des programmes de la CREPUQ est entièrement créditée. Les formulaires et documents à compléter doivent être acheminés au Bureau de la



Les pieds dans le sable des rives du Gange, regroupés devant les tentes de toile qui lui servaient d'abri, les étudiants québécois qui ont participé à la Kumbha Mela en Inde l'an dernier avec le professeur Mathieu Boisvert du Département de sciences religieuses (troisième à partir de la gauche). Alain Bédard, étudiant à la maîtrise en sciences religieuses, porte un chandail rayé et se tient derrière Pawlavi, étudiante en anthropologie de l'Université d'Allahabad, qui servait d'interprète au groupe.

coopération internationale (à l'attention d'Annie Girard, 987-3000, poste 4706), mais ce sont les facultés qui font la sélection des candidats admis au programme, selon la qualité des projets reçus et le budget qui leur a été imparti par le BCI.

Perfectionner son espagnol au Costa Rica

Ces bourses de mobilité ont parfois complètement transformé la vie ou le projet de recherche de certains étudiants. Geneviève Matton, étudiante au baccalauréat en administration des affaires – spécialisation gestion du tourisme – n'en était pas à ses premières armes en ce qui regarde les séjours à l'étranger quand elle est partie au Costa Rica en 1999 pour presque un an (ce n'est qu'à son retour qu'elle a appris qu'elle pouvait rétroactivement bénéficier d'une bourse de 3 000 \$ du programme de mobilité internationale du MEQ qui venait d'être mis sur pied).

Voir Bourse en page 2

Tendances 2001

Céline Séguin

Pour une quatrième année consécutive, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités québécoises est à la hausse (2,3 %). Voilà un des constats qui se dégagent des données préliminaires sur les inscriptions au trimestre d'automne 2001 rendues récemment publiques par la Conférence des recteurs et principaux du Québec (CREPUQ). La situation est toutefois très variable d'un établissement à l'autre [Voir tableau 1]. Ainsi, à l'encontre de la tendance nationale, l'UQAM aurait plutôt enregistré une diminution (2,4 %) de ses effectifs globaux, qui seraient passés de 37 831 à 36 919 étudiants. Faut-il d'emblée s'en affliger? Pas nécessairement. Mais pour cela, il convient d'aller y voir de plus près.

Cycles supérieurs : une popularité croissante

Tout d'abord, le portrait dressé par la CREPUQ montre que la diminution des inscriptions à l'UQAM affecte uniquement le premier cycle (-3,7 %), alors qu'aux cycles supérieurs, la clientèle est à la hausse (6,2 %). En fait, le nombre d'inscriptions au 2^e cycle fait un bond de 6,8 %, soit une hausse supérieure à la moyenne nationale établie à 5,6 %. Bien plus, au 3^e cycle, la clientèle augmente de 4,1 %, ce qui représente un accroissement trois fois plus élevé que celui enregistré pour l'ensemble des universités (1,3 %), une performance qui place l'UQAM en tête du peloton formé par ses concurrentes à Montréal, à Québec et à Sherbrooke [Voir tableau 1].

Autre phénomène intéressant, les étudiants de cycles supérieurs, selon les données de la CREPUQ représentent maintenant 14,6 % des effectifs globaux à l'UQAM, comparativement à 11,7 % il y a cinq ans à peine [Voir tableau 2]. Un constat encourageant quand on sait que l'un des objectifs prévus à l'Entente de réinvestissement et de développement, conclue avec Québec l'an dernier, consiste à hausser cette proportion à 18 % d'ici 2005. Or, si la tendance se maintient, le but pourrait bien être atteint. En effet, comme le montre le tableau 2, de 1997 à aujourd'hui, la clientèle étudiante s'est accrue de 28,7 % au 2^e cycle et de 13,8 % au 3^e cycle.

Du côté du Registrariat, on tient à rappeler qu'il faut faire preuve d'une extrême prudence à l'égard des données rendues publiques par la CREPUQ. «D'une part, souligne la registraire, Mme Claudette Jodoin, le devancement d'une semaine du calendrier universitaire, cette année, fausse la comparaison avec l'année précédente. D'autre part, ces données ont été recueillies le 24 septembre, ce qui est nettement trop tôt, car de nombreux changements — abandons, inscriptions tardives, etc. — ont cours dans les semaines qui suivent. Un portrait plus juste de la situation, établi par notre équipe de statisticiens, à partir des données recueillies le 15 octobre, sera déposé à la réunion du 13 novembre de la Commission des études.»

Dans l'intervalle, Mme Jodoin reconnaît tout de même que certaines tendances observables à partir des données fournies par la CREPUQ sont effectivement à l'oeuvre. «Nous avons bel et bien enregistré une hausse de notre clientèle au 2^e et au 3^e cycle. De plus, il est vrai que les étudiants des cycles supérieurs représentent maintenant 15 % de nos effectifs globaux. C'est un constat extrêmement positif. Lorsque je suis arrivée à l'UQAM, on disait souvent, à l'époque, que pour être reconnue comme une université active aux cycles supérieurs, il nous fallait atteindre la barre du 15 %. C'est

Voir Tendances en page 7

ZOOM

Meilleure communication étudiante à l'ACFAS



Mme **Chantal Beaucher**, candidate au doctorat en éducation à l'UQAM, a obtenu le *Prix de l'Université de Montréal*, doté d'une bourse de 1 000 \$, pour la meilleure communication étudiante présentée au dernier congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir - ACFAS. Dans le cadre de son exposé, la lauréate a proposé une mise en perspective des résultats d'une étude qu'elle a menée sur les aspirations et les projets professionnels de jeunes inscrits en formation aux métiers semi-spécialisés. Parmi ses observations, elle note que ces jeunes, au départ, seraient peu nombreux à formuler de véritables projets professionnels; qu'en cours de formation, l'alternance études-travail les amène à réviser leurs aspirations; et qu'au terme de leur parcours, plusieurs d'entre eux manifestent des intentions de retour à l'école plutôt qu'un désir d'insertion professionnelle comme devait y présider leur formation. Notons que Mme Beaucher s'est vu décerner son prix lors du Gala de la science de l'ACFAS qui a eu lieu à l'UQAM, le 4 octobre dernier.

Prix du mérite et de la relève



Le professeur **Pierre-Léonard Harvey**, du Département des communications, vient de se voir décerner, par l'Association des professionnels en Intranet (API), le *prix du Mérite exceptionnel Intranet*. Offert en collaboration avec la firme Cognicase, ce prix couronne le chercheur pour ses études et ses travaux sur la communautique. Directeur du Laboratoire de communautique appliquée, M. Harvey s'intéresse à

l'appropriation des technologies, à la diffusion de l'information, ainsi qu'à la mise en relation des personnes en travail collaboratif et en communautés virtuelles. Il dirige le projet «Inforoute de la gestion du savoir» et vient de signer, avec Gilles Lemire, *La nouvelle éducation : transdisciplinarité, NTIC, communautique*. Le professeur Harvey n'est pas le seul Uqamien à avoir été honoré par l'API. **Benoît Brosseau**, candidat à la maîtrise en histoire, a obtenu, le *prix de la Relève Intranet*, assorti d'une bourse de 1 000 \$ du Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM). Les prix ont été décernés dans le cadre de la conférence internationale *Intracom 2001* organisée conjointement par l'API et l'Institut international de recherche (IIR).

Lauréate d'une bourse Avenir



Étudiante au baccalauréat en animation et recherche culturelles, **Évelyne Boisvert-Beauregard** vient de remporter le *prix Avenir Personnalité - 1^{er} cycle*, assorti d'une bourse de 4 000 \$, lors de la 3^e édition du Gala Forces AVENIR tenu à Québec le 11 octobre dernier. Actuellement en stage au Pérou, la lauréate s'est distinguée par la qualité et l'importance de son implication sociale, tant sur la scène locale qu'internationale. Intervenante dans un centre communautaire et éducatrice en garderie, la jeune étudiante s'est en effet investie à fond dans de multiples projets visant à «changer les choses» et «à faire la différence». À titre d'exemple, elle anime une émission d'information destinées aux communautés culturelles à Radio centre-ville Saint-Louis, participe au programme Artiste à l'école, s'implique dans une bibliothèque de rue, et compte à son actif plusieurs expériences de coopération internationale. Forces AVENIR - qui réunit 8 ministères, 17 universités, une douzaine d'organisations privées et une trentaine de personnalités publiques - a remis cette année plus de 100 000 \$ en prix destinés à reconnaître l'engagement et l'excellence de jeunes universitaires québécois.

...Bourse

Elle avait déjà participé à un programme d'échanges internationaux lorsqu'elle était au secondaire et fait plusieurs séjours d'études à Vancouver, aux États-Unis et en Espagne. Elle connaissait déjà l'espagnol mais souhaitait le perfectionner; le but de son séjour, toutefois, était d'essayer de comparer comment s'enseignait la gestion de la clientèle en Amérique centrale et au Québec. Elle s'est inscrite à l'Université internationale des Amériques à San José, la capitale du Costa Rica, et y a rencontré des étudiants de toute l'Amérique latine.

Ce qu'elle a retiré de son séjour? «J'ai appris des tas de choses qu'aucun livre n'aurait pu m'enseigner. Le fait que je fréquente une université internationale m'a également mise en contact avec des étudiants de partout.» Geneviève songe à une carrière en Amérique latine en administration ou en développement international. Elle est convaincu que ce séjour ainsi que les autres qu'elle a effectués à l'étranger lui ouvriront des portes lorsque le moment sera venu de se chercher un emploi. Elle termine son baccalauréat cette année tout en étant monitrice d'espagnol à l'École de langues l'UQAM. Elle a 23 ans et est mariée à un Costaricain...

Étudier l'hindi au bord du Gange

Alain Bédard, à la maîtrise en sciences religieuses, a passé huit mois

en Inde l'an passé avec un groupe d'étudiants de l'UQAM, de Concordia et de l'Université de Montréal regroupés, dans un premier temps, par le professeur Mathieu Boisvert qui enseigne les religions orientales au Département de sciences religieuses; puis avec deux étudiants de l'UQAM à parcourir les lieux saints de l'Inde dans le but de nourrir son projet de recherche. Lui non plus, n'en était pas à son premier voyage à l'étranger. C'était la troisième fois qu'il se rendait en Inde. Ce n'est que lors de ce dernier voyage toutefois qu'il a eu l'impression d'être autre chose qu'un touriste. D'abord parce qu'il s'est mis à l'étude intensive de l'hindi, puis parce que le rythme différent d'un long séjour favorise l'établissement de contacts plus durables avec les gens du pays.

Le groupe dirigé par le professeur Boisvert a vécu une expérience unique en participant à une grande fête religieuse - la *Kumbha Mela* - qui a lieu tous les douze ans à Prâyâg, lieu saint de l'Inde, là où le fleuve Yamuna se jette dans le Gange. Des millions de pèlerins hindouistes venus de tous les coins du sous-continent indien assistent à cette fête. Nos «pèlerins» québécois campaient dans des tentes parmi la foule et pouvaient converser avec des *sadhus* (ascètes) et autres fervents participants entre deux ablutions dans les eaux sacrées du Gange, grâce aux services de traduction offerts par des étudiants de l'Université de Allahabad (ville très importante située tout près

de Prâyâg), jumelés pour la circonstance aux étudiants québécois.

Après cet événement qui se déroulait sur une période d'un mois, Alain Bédard est parti pour Bénarès, autre ville sainte entre toutes, située plus à l'est sur le Gange pour y passer trois mois à étudier l'hindi. Il a également séjourné à Mathura (près de New Delhi), à Darjeeling sur les contreforts de l'Himalaya, puis à Musoorie à plus de 1 100 km à l'ouest, également au pied de l'Himalaya, où il a poursuivi ses cours intensifs de langue. Grâce à ce voyage, Alain a réussi à mieux cerner les limites de son sujet de mémoire de maîtrise qui doit porter sur la *Holi*, fête des couleurs ou de la transgression, dédiée au dieu Khrishna. Il a appris aussi à tirer pleinement parti d'opportunités qui se présentaient à lui, absolument imprévisibles au départ.

Côté financier, Alain a pu comparer l'aide apportée par la bourse de mobilité du MEQ, à ce qu'il a vécu lors de ses deux autres voyages. La bourse de 750 \$ par mois jumelée à des montants provenant d'autres sources académiques, a couvert presque tous les frais, précise-t-il, mais il fallait «vraiment faire attention» au budget. Néanmoins, Alain n'aura pas à rembourser pendant des mois un emprunt, comme il a dû le faire pour son premier voyage, et il s'en dit fort satisfait. Sans cette bourse, il n'aurait jamais pu faire le voyage qui l'a amené pendant huit mois aux sources de la spiritualité indienne, à «mieux comprendre comment les gens vivent leur religion».

Journées UQAM / Rhône-Alpes



Photo : Sylvie Trépanier

On aperçoit ici M. Alain Nemoz, directeur des Relations internationales de l'Université Joseph-Fourier de Grenoble, s'adressant à des étudiants de la Faculté des sciences de l'UQAM, le 11 octobre dernier, dans le but de les intéresser à des échanges inter-universitaires avec la région Rhône-Alpes en France (qui comprend les universités de Lyon, Grenoble, Saint-Étien-

ne et Chambéry). La région Rhône-Alpes présente la deuxième plus grande concentration de chercheurs en France après la région parisienne. Elle est la plus active au plan international des dix régions françaises et entretient des liens institutionnels privilégiés avec l'UQAM. Un «jumelage» avec la région montréalaise est considéré.

Erratum

Dans l'article «Technologies et formation : quel bilan après trois ans?» du dernier numéro du Journal L'UQAM (9 octobre 2001), il s'est glissé une erreur quant à la contribution du personnel du Service de l'audiovisuel, qui n'est pas mentionnée, pour le service rapide de dépannage technique en salles de classe (attribué par erreur au service de l'informatique et des télécommunications), la mise en place des salles de cours médiatisées et le service de prêts d'équipements multimédia, notamment des projecteurs vidéonumériques.

Gérald Lizée

Adjoint au vice-recteur, Services académiques et Développement technologique

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service de l'information et des relations publiques (SIRP), directrice Josette Guimont.

Université du Québec à Montréal, Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal (2001-2002) : Angèle Dufresne
Rédaction : Anne-Marie Brunet, Claude Gauvreau, Céline Séguin
Photos : Andrew Dobrowolskyj, J.-A. Martin, Sylvie Trépanier
Graphisme : André Gerbeau (SIRP)
Publicité : Rémi Plourde (987-4043)
Impression : Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal : pavillon Judith-Jasmin J-M 330
Téléphone : 987-6177
Adresse courriel : journal.uqam@uqam.ca
Version Web (L'UQAM branché) : <http://www.medias.uqam.ca/>

Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal L'UQAM à <http://www.medias.uqam.ca/>

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Deux doctorats *honoris causa* décernés par l'UQAM

Le 13 octobre dernier, c'était jour de collation des grades pour les diplômés de l'École des sciences de la gestion. Toutes les disciplines offertes à l'ESG étaient dignement représentées, mais la science économique fut particulièrement à l'honneur. C'est que M. François Bourguignon, éditeur en chef de la *World Bank Economic Review* de la Banque Mondiale et professeur d'économie à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, s'est vu décerner, à cette occasion, le titre de docteur *honoris causa*. L'Université a voulu ainsi souligner, tant les talents de pédagogue de M. Bourguignon, qui a contribué à former toute une génération de chercheurs en économétrie, que la qualité et l'originalité de ses travaux portant sur l'emploi, la redistribution des richesses et le développement durable.



Photo : J.-A. Martin

L'économiste François Bourguignon, docteur *honoris causa*, entouré du recteur Roch Denis et du doyen de l'École des sciences de la gestion, M. Jean Ducharme.

Pour une économie équitable

Homme d'une grande culture, François Bourguignon a été formé à l'école française des mathématiques. Étudiant à la prestigieuse École na-

tionale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), il a cumulé divers diplômes d'études supérieures dont un doctorat d'État en sciences économiques de l'Université d'Orléans. Au nombre de ses contri-

butions marquantes, figure la mise sur pied, en 1988, du Département et laboratoire d'économie théorique et appliquée (DELTA), qui analyse les problèmes économiques contemporains de façon quantitative, dans une ré-

flexion largement fondée sur des modèles formalisés fort reconnus dans le milieu.

Au fil des ans, M. Bourguignon a souvent agité à titre de consultant pour des organismes tels que la CEE, la Banque mondiale, l'OCDE ou l'Organisation internationale du travail. Dans ce cadre, il a notamment mis en relief les coûts sociaux résultant des mesures de stabilisation et d'ajustement structurel appliquées dans les pays du Sud, et cherché à montrer que la stabilité politique et sociale de ces pays exigeait, de la part des États donateurs, qu'ils participent au financement d'un filet de sécurité pour les groupes les plus démunis. Enfin, soulignons que l'économiste a dirigé une pléiade de revues prestigieuses dont le *European Economic Review*, le *Journal of Public Economic* et *Economic Policy*.

La passion du droit

Dans le cadre de la collation des grades de la Faculté de science politique et de droit, qui aura lieu le 25 octobre prochain, un autre doctorat honorifique sera attribué, cette fois, à Mme Juanita Westmoreland-Traoré, juge à la Cour du Québec. Une façon, pour l'UQAM, de reconnaître le parcours exceptionnel de cette femme dont la carrière tout entière a été vouée à la défense du droit et de l'équité pour tous, et à la promotion de l'intégration harmonieuse des communautés cul-

turelles au sein des sociétés québécoise et canadienne.

Née à Verdun, de parents d'origine guyanaise, Mme Westmoreland-Traoré est devenue membre du Barreau du Québec en 1969. Après l'obtention d'un doctorat d'État en droit public à l'Université de Paris II, elle se spécialise dans le droit de l'immigration et des réfugiés. De 1976 à 1985, elle fera un passage remarqué au Département des sciences juridiques de l'UQAM, où elle enseignera le droit public et administratif, et les droits de la personne. Parallèlement, elle maintiendra une pratique privée et assumera divers mandats comme médiatrice, arbitre, commissaire ou observatrice de forums internationaux en matière de droits de l'homme.

Au milieu des années 80, sa carrière prendra un nouveau tournant avec la création, au Québec, du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, dont elle assumera la présidence pendant cinq ans. Enfin, en 1999, elle devient la première femme noire à accéder à la magistrature du Québec. Le cheminement de Mme Westmoreland-Traoré, jalonné de réalisations personnelles et professionnelles exemplaires, devrait pouvoir inspirer les jeunes juristes et politologues fraîchement émoulus de l'Université.

Pour poursuivre dans la voie du succès

L'excellence de leur dossier académique au collégial a permis à trente étudiants nouvellement inscrits au baccalauréat en psychologie de se voir décerner une bourse d'entrée lors d'une cérémonie tenue le 10 octobre dernier au pavillon J.-A.-DeSève. Financées par le Département de psychologie, ces bourses – au montant de 300 \$ chacune pour une somme totale de 9 000 \$ – visent à récompenser les efforts des nouveaux Uqamiens et à les inciter à poursuivre dans la voie du succès.

«Quant on m'a annoncé que je méritais une bourse parce que je me classais parmi les trente étudiants présentant la meilleure cote R, sur les 200 qui ont été acceptés, j'étais très fier. C'est une forme d'encouragement extraordinaire!», s'est exclamée la lauréate Valérie Bouchard. Même son de cloche du côté d'Isabelle Fournier, diplômée du Cégep de Montmorency, qui s'est dit heureuse d'avoir été ainsi sélectionnée. «C'est un bon coup de pouce, d'autant plus que comme beaucoup d'autres étu-

dants, je dois travailler pour payer mes études», a pour sa part renchérit le jeune Alexandre Carle. Tous trois se disent passionnés par leur champ disciplinaire et très satisfaits, à ce jour, des cours suivis à l'Université.

On aperçoit, sur la photo, trois des jeunes lauréats, soit Alexandre Carle, Isabelle Fournier et Valérie Bouchard, en compagnie du directeur du Département de psychologie, M. Luc Reid. À noter que cette initiative en est déjà à sa quatrième édition.



Photo : Andrew Dobrowskyj

PUBLICITÉ

Le parcours d'un intellectuel de gauche

Claude Gauvreau

Les neuf clés de la modernité est le titre d'un petit essai à caractère pédagogique qui vient de paraître après un autre ouvrage de vulgarisation consacré aux *Grands penseurs du monde occidental* publié en 1997. Tous deux représentent un retour aux sources, aux questions philosophiques, pour celui qui, pendant longtemps, était d'abord perçu comme un intellectuel militant, le professeur Jean-Marc Piote du Département de science politique.

Les années militantes

Dans les années 60 et 70, Jean-Marc Piote est en effet une des figures importantes de l'intelligentsia de gauche au Québec. En 1963, il participe à la création de la célèbre revue *Parti pris* et s'implique par la suite dans le Mouvement de libération populaire et le Parti socialiste du Québec. Embauché à l'UQAM en 1969, il y fonde et anime, avec d'autres, le SPUQ, premier syndicat de professeurs. Durant les années 70, il poursuit ses activités syndicales dans les rangs de la CSN et collabore à *Chroniques*, une revue d'orientation marxiste. Parallèlement à son engagement militant, J.-M. Piote mène aussi un travail de réflexion théorique à travers ses livres sur la pensée politique de Gramsci et de Lénine, et de nombreux articles sur le syndicalisme de combat. Puis, au début de la décennie 80, période de désenchantement pour la gauche québécoise, il remet en question de manière radicale sa pratique militante. Sa trajectoire est représentative de celle de plusieurs intellectuels québécois qui se sont engagés dans divers mouvements politiques, sociaux et culturels. Mais contrairement à certains d'entre eux, J.-M. Piote est demeuré une figure d'opposition.

Le cœur toujours à gauche

Pour J.-M. Piote, les notions de gauche et de droite ont encore un sens aujourd'hui et lui-même se considère toujours comme un intellectuel de gauche. «Pour moi, être de gauche c'est essayer de voir l'ensemble de la société du point de vue de ceux qui n'ont pas le pouvoir, qu'il soit économique, politique ou culturel. Évidemment, mes analyses et mes objectifs ont changé. Je suis moins radical que je ne l'étais à 20 ans. Mais mon regard n'a pas fondamentalement changé.» Par exemple, il continue de croire dans les valeurs de liberté et d'égalité qui se sont développées dans la civilisation occidentale depuis le 17^e siècle. «Ces valeurs, dans l'histoire de l'humanité, représentent quelque chose de très limité dans le temps. Même si on peut comprendre que d'autres cultures ne les partagent pas, elles demeurent essentielles à mes yeux. Il ne s'agit pas de les imposer de force, mais de les défendre en pensant que par rapport à ce qui pré-

dominait auparavant elles constituent un progrès pour tout le monde. Quant à l'égalité, non seulement l'égalité devant la loi mais l'égalité sociale, j'y crois toujours. Il faut faire en sorte que les gens aient tous la même possibilité de s'épanouir.»

Juger l'arbre à ses fruits

Pour beaucoup de militants de gauche, les années 80 ont représenté une période de désarroi politique : défaite référendaire, offensive du néolibéralisme, fin des illusions à l'égard du socialisme réel. J.-M. Piote reconnaît qu'il a vécu difficilement ces années alors qu'il s'éloigne peu à peu du marxisme. «En 1979, je publie *Marxisme et pays socialistes* et cette étude m'amène à remettre en question le marxisme et ses solutions pour transformer la société. Il faut juger l'arbre à ses fruits, dit-on, et c'est ce que j'ai fait. Puis, dans *La communauté perdue*, paru en 1987, j'ai essayé de comprendre le sens des mouvements de libération, sociale et nationale, auxquels j'avais participé dans les années 60-70. J'ai questionné plusieurs militants de cette époque et je me suis rendu compte que ces gens avaient transposé dans leur pratique certaines valeurs théologiques héritées de la tradition chrétienne : l'espérance dans un paradis terrestre, la foi dans l'humanité ou dans une cause et la charité à travers un dévouement total. Toutes ces valeurs étaient en moi. On avait voulu faire *tabula rasa* du catholicisme mais, sans le savoir, on avait conservé plusieurs de ses valeurs que l'on a tenté de recréer dans une communauté militante.»

Le fait aussi que la plupart des régimes social-démocrates, comme la Suède et la France sous Mitterrand, aient adopté des politiques contraires aux idées qu'ils défendaient avant leur venue au pouvoir, a constitué un autre choc pour le professeur Piote. «Avec la mondialisation, j'ai pris conscience que la marge de manœuvre des États pour se doter de politiques progressistes était plutôt limitée. Les problèmes et les solutions se situent de moins en moins au niveau national et il s'agit maintenant de se donner des moyens politiques, sur le plan régional et international, pour contrôler la mondialisation.»

Une université vieillissante mais différente

J.-M. Piote a connu l'UQAM à ses débuts et l'a vu se transformer. Selon lui, l'UQAM, à l'instar de tout mouvement porteur d'idées et de changements qui s'institutionnalise, est devenue plus conservatrice. Oui, les changements ont été nombreux. «Personne n'avait prévu qu'il y aurait un jour une École des sciences de la gestion avec une taille plus imposante que celle de la Faculté des sciences humaines. Le corps professoral a aussi vieilli. Il est plus facile d'être de gauche à 20 ans qu'à 60 ans. Il faut



Photo : J.-A. Martin

Jean-Marc Piote, professeur au Département de science politique.

que les vieux professeurs comme moi soient remplacés par des jeunes plus créatifs, plus dynamiques et plus critiques. Cela dit, l'UQAM a toujours un rôle à jouer par rapport aux autres universités et peut-être que sa nouvelle direction aura la volonté de conserver ce qui fait sa différence. Le discours que tient le nouveau recteur, Roch Denis, sur l'importance de défendre une université publique, démocratique, accessible et innovatrice, est le discours qui prévalait au moment de la création de l'UQAM et je m'y reconnais.»

Quant aux étudiants, eux aussi ont changé, souligne-t-il. «À travers nos étudiants, on voit une partie de l'évolution de la société. Dans les années 60, les jeunes étaient très revendicateurs. Dans les cours que je donnais sur le marxisme, j'avais des groupes de 80 à 90 étudiants qui ve-

naient de partout. Dans les années 80, on assiste à un reflux qui correspond à un mouvement plus général dans la société. Mais, tout cela a changé au cours des dernières années. Avec la mondialisation, on constate une radicalisation des étudiants et la renaissance d'un courant de revendications.»

Assumer son passé

Même si J.-M. Piote ne croit plus à un changement radical de la société, il pense que l'on peut la transformer par la voie de réformes. On peut notamment lutter, affirme-t-il, pour une économie qui ne serait pas centrée uniquement sur la productivité et qui tiendrait compte aussi des besoins sociaux. «C'est à des niveaux plus globaux, régional et international, qu'il faut faire preuve d'imagination et trouver des alternatives politiques car les États ont moins de pouvoirs qu'auparavant pour

établir des politiques sociales et démocratiques. Qui aurait cru que l'Accord multilatéral d'investissement (AMI) serait mis de côté? C'est grâce à la mobilisation des jeunes qui sont aujourd'hui beaucoup plus ouverts sur l'international que ne l'étaient à 20 ans les gens de ma génération. Il y a là un courant nouveau.»

Non, J.-M. Piote n'a pas renié ses engagements antérieurs. «Chaque individu, comme chaque peuple d'ailleurs, doit assumer l'intégralité de son histoire. Même si j'ai été intransigeant à tel ou tel moment, je ne regrette aucun des combats auxquels j'ai été associé. Au début de ma carrière, j'étais perçu comme un personnage dangereux et ça m'a fermé des portes. J'ai toujours été minoritaire. De toutes façons, dit-il dans un éclat de rire, c'est facile d'être original au Québec, il suffit d'être de gauche!»

Colloque du CÉIM

Qu'est-ce que le bien commun? Doit-on y voir une simple formule rhétorique ou au contraire un concept opératoire pour faire avancer l'idée d'une globalisation à visage humain? Une telle notion peut-elle réunir les conditions de légitimité de l'action collective visant à assurer que les flux planétaires respectent les équilibres nécessaires à la survie des collectivités? Autant de questions, au cœur de l'actualité, qui feront l'objet des discussions, lors d'un colloque qui se déroulera à l'UQAM, du 7 au 9 novembre, sur le thème «Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation».

Organisé par le Centre Études Internationales et Mondialisation (CÉIM), dirigé par le professeur

Christian Deblock du Département de science politique, l'événement réunira une vingtaine de conférenciers venus du Québec et du Canada, mais aussi de France, de Belgique, du Pérou et des États-Unis. Participeront à la rencontre, notamment, le secrétaire-général de l'OCDE, M. Donald Johnston, ainsi que plusieurs experts des domaines de la science politique, du droit, de la sociologie, de la philosophie et des communications.

À noter qu'il s'agit du premier colloque international tenu sous l'égide du CÉIM. Rappelons que ce Centre, rattaché à la Faculté de science politique et de droit, est formé par le regroupement du Centre d'études sur le droit (CÉDIM), du Centre d'études des politiques étrangères et de sécuri-

té (CEPES) et du Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC). Son programme de recherche, qui s'appuie sur les expertises diversifiées de ses membres et les potentialités de leur synergie, porte, pour les trois prochaines années, sur la mondialisation, la gouvernance institutionnelle et l'émergence de nouveaux cadres normatifs.

Pour plus d'informations sur le colloque ou sur les axes de recherche du CÉIM, on communique avec Mme Célia Grimard, au 987-3000, poste 3910.

Sur Internet :

www.ceim.uqam.ca

Science et techno sous tous les angles

Claude Gauvreau

Connaissez-vous le niveau de votre culture scientifique? Saviez-vous que selon une étude réalisée en 1990 auprès d'adultes canadiens, plus de 50 % des répondants croyaient que les dinosaures et les premiers humains co-existaient et qu'environ la moitié seulement savaient que la Terre tournait autour du Soleil? Mais qu'est-ce qu'une culture scientifique et comment la mesurer? Comment se produisent les connaissances scientifiques et technologiques? Ce type de questions, et bien d'autres, sont au cœur des études du Centre interuniversitaire de recherche sur les sciences et les technologies (CIRST) qui vient d'ailleurs de définir sa nouvelle programmation de recherche.

Le CIRST, rappelons-le, dont le directeur est le professeur Yves Gingras du Département d'histoire, est un centre de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire qui rassemble des chercheurs de l'UQAM, de l'UdeM, de l'INRS et de l'Université de Sherbrooke. Mais surtout, le CIRST est le seul regroupement de chercheurs au Québec, et le plus important au Canada, dont les travaux sont consacrés, sous différents angles disciplinaires, à l'étude des multiples dimensions de l'activité scientifique et technologique.

En outre, le CIRST participe à la formation de plus de 95 étudiants de cycles supérieurs. Une part significative de son budget est consacrée à l'octroi, à chaque année, d'une douzaine de bourses permettant aux étudiants de terminer la rédaction de leur mémoire ou de leur thèse. Le CIRST a aussi pour projet de créer des programmes conjoints (UQAM, UdeM et INRS) de maîtrise et de doctorat en sciences, technologies et société.

La transformation de la recherche

Au cours des années à venir, explique Yves Gingras, le CIRST s'intéressera aux cadres institutionnels de la recherche, notamment aux politiques et à l'évaluation de la recherche, aux divers types de collaboration entre les universités et l'ensemble des acteurs économiques, ainsi qu'aux modes de fonctionnement de la communauté scientifique. Selon lui, on a assisté récemment à un renouvellement des politiques scientifiques et technologiques qui ont introduit des changements tant dans la production des connaissances que dans l'organisation même de la recherche.

«Nos recherches au CIRST ont démontré une croissance, depuis une dizaine d'années, des recherches en partenariat et des recherches appliquées». Les deux vont de pair, précise-t-il, puisque les partenaires, qu'ils soient industriels ou communautaires, s'attendent à ce que les recherches aient un caractère appliqué et produi-

sent des résultats rapidement. Est-ce au détriment de la recherche fondamentale? Pas nécessairement, répond-il. «Il n'y a pas un système de vases communicants entre les deux types de recherches même s'il est vrai que dans certains domaines, comme celui du bio-pharmaceutique, la distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée n'a plus beaucoup de sens. Ce sont des catégories qui tendent à perdre de leur fluidité en raison des transformations des sciences biomédicales.»

Mais comment expliquer que la recherche universitaire se fasse de plus en plus en partenariat? «Dans les années 90, souligne M. Gingras, on assiste à un désengagement de l'État qui, contrairement à ce que l'on pense, n'a pas entraîné une baisse totale de l'investissement dans la recherche universitaire mais plutôt une réorganisation. La réduction de la contribution gouvernementale devait être compensée par une hausse des investissements externes, privés et para-gouvernementaux notamment.» Conséquence : une transformation des pratiques de la recherche, stimulée par les politiques gouvernementales et orientée vers une connexion plus grande avec les différents milieux externes.

Autre changement majeur : la restructuration récente des trois organismes subventionnaires québécois (FCAR, CQRS et FRQS) à laquelle le CIRST a été étroitement associé. Il s'agit d'une réforme qui vise à en-

courager les chercheurs à formuler leurs demandes non plus selon leur appartenance disciplinaire et leur lieu d'activités, mais selon l'objet de leur recherche. «C'est un encouragement à l'interdisciplinarité qui correspond à l'idée selon laquelle on serait dans un nouveau mode de production du savoir où les disciplines seraient un peu dépassées et où il faudrait se centrer sur des objets de recherche et sur leurs contextes d'application. Supposons que l'on veuille faire de la recherche de base sur les cellules. Le contexte d'application renverrait par exemple à la nécessaire compréhension de maladies comme celles d'Alzheimer ou de la vache folle et exigerait des résultats à court terme.»

Selon M. Gingras, il se ferait en pratique beaucoup moins de recherches interdisciplinaires qu'on ne le croit parce que les inerties institutionnelles, départementales, et la reproduction des habitudes de recherche sont encore très fortes. «Mais la rhétorique est à l'interdisciplinarité, ajoute le directeur du CIRST. C'est un discours cliché, suffisamment vague pour que l'on ne sache pas très bien ce que ça signifie, tout en permettant de dire que tout le monde en fait. Au CIRST, on va suivre les effets de cette réforme en s'appuyant sur des données concrètes.»

Qu'est-ce que la science?

Les chercheurs du CIRST entendent également élargir leurs préoccupations.

Comment? En s'ouvrant davantage à la philosophie des sciences et à l'analyse de la production des savoirs. Comment les savoirs scientifiques sont-ils produits et comment certains d'entre eux sont-ils constitués en disciplines? Quels facteurs contribuent au développement des technologies? Autant de questions qui orienteront les recherches à venir. L'attention portera notamment sur la physique, les spécialités médicales, la biologie et les statistiques, auxquelles s'ajouteront certains systèmes techniques comme les infrastructures urbaines.

«Aujourd'hui, soutient Yves Gingras, on ne peut plus séparer les chercheurs qui travaillent en sociologie, en histoire et en philosophie des sciences. Ils se parlent de plus en plus parce que leur objet d'étude est le même : qu'est-ce que la science?» Aussi le CIRST a-t-il intégré 10 nouveaux membres qui viennent renforcer son expertise dans différentes disciplines : philosophie, sociologie, histoire, géographie, économie et gestion. «Nous pouvons maintenant affirmer que le CIRST couvre tout ce qui touche aux questions des impacts sociaux, historiques, philosophiques et économiques de la science et des technologies.»

Diffuser la culture scientifique

Qu'en est-il du niveau de culture scientifique? Est-il aussi bas que certains le prétendent? Pour Yves Gingras, il importe d'abord de s'interroger sur les indicateurs de la culture scientifique et sur ce qu'ils mesurent précisément. Il n'y a pas de consensus autour de ces questions et les débats sont nombreux. «Les gens n'ont peut-être pas une grande culture scientifique, mais quelles en sont les conséquences? Certains croient à l'astrologie tout en continuant de croire en les bienfaits de la science. Quand ils vont à l'hôpital, ils veulent le dernier appareil, le plus sophistiqué, permettant de traiter leur problème.» Depuis au moins 10 ans, soutient M. Gingras, les travaux sur la culture scientifique ont démontré qu'il faut sortir de la vieille conception selon laquelle ce serait l'ignorance qui conduirait les gens à avoir confiance en des choses complètement irrationnelles.

Évidemment, reconnaît-il, il faut élever le niveau de culture scientifique, et le premier lieu d'intervention c'est l'éducation formelle. «C'est à l'école que l'on apprend à aimer les sciences. Si on ne transmet pas la passion pour les sciences à l'école, ça ne servira à rien d'inciter les gens à visiter les musées scientifiques. Quand le ministre Legault a annoncé sa réforme scolaire, j'ai critiqué, avec d'autres, le fait que l'on diminuait le nombre d'heures consacrées à l'enseignement des sciences. Tandis que le ministre parlait de l'importance d'une économie du savoir, j'ai écrit un article dans *Le Devoir* qui s'intitulait ironiquement *Faire l'économie du savoir*.»

Une crise de confiance?

Après les attentats terroristes du 11 septembre, plusieurs personnes ont souligné le fait que les Américains, malgré leur arsenal technologique des plus sophistiqués, n'avaient pu prévenir et contrer les attentats, alimentant ainsi la crise de confiance envers le pouvoir des sciences. «Ces mêmes personnes, de répliquer M. Gingras, ont dit le lendemain qu'il fallait s'appuyer sur les technologies pour renforcer les mesures de sécurité comme la détection de l'identité par l'iris de l'œil ou par la numérisation des empreintes digitales sur les passeports. La réponse était technologique, ce qui risque de nous rapprocher du monde orwellien. Par ailleurs, il est extraordinaire aussi de constater qu'au lendemain des événements, le livre qui s'est le plus vendu est celui sur les prophéties de Nostradamus. Encore là, ce sont probablement ces mêmes personnes qui seront prêtes à appuyer l'augmentation des budgets de recherche en santé. Il faut rompre avec l'idée que les gens ont une identité unique, cohérente et purement rationnelle.»

Le directeur du CIRST ne croit pas, toutefois, que les gens font moins confiance à la science. «Bien sûr, nous sommes moins naïfs que par le passé. Cela fait 30 ans que l'on dit qu'on va guérir le cancer et on ne l'a toujours pas fait. Mais si on dit qu'on ne le guérira pas avec la science, est-on prêt à dire qu'on le fera avec des prières? Conclusion, il n'y a pas d'alternative.»



Photo : Andrew Dobrowskyj

M. Yves Gingras, directeur du CIRST et professeur au Département d'histoire.

Les grands axes de recherche

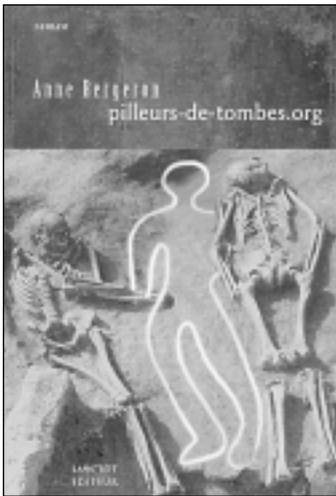
La nouvelle programmation de recherche du CIRST s'articulera autour des thématiques suivantes : Analyse et évaluation des cadres institutionnels de la recherche • Production et diffusion des savoirs • Innovation, technologie et entreprises • Liens entre sciences, technologies, éducation et formation.

Notons également que le CIRST abritera deux nouvelles chaires de recherche du Canada : la Chaire en gestion de la technologie et la Chaire en histoire des sciences biologiques, dirigées respectivement par Jorge Niosi et Jan Sapp.

Titres d'ici

Cyber-aventures

Pilleurs-de-tombes.org n'est pas le nom d'un nouveau logiciel mais le titre d'un nouveau roman, celui d'Anne Bergeron, professeure au Département d'informatique. Publié chez Lanctôt éditeur, ce roman fait non seulement vivre des aventures rocambolesques, mais remet en question plusieurs mythes qui ont encore cours aujourd'hui. L'héroïne, Françoise, effectue un stage de recherche à l'Université de Princeton à New York et se trouve impliquée dans une série d'intrigues, toutes plus dangereuses les unes que les autres. Avec un ami israélien, elle trouve un squelette vieux de 9 700 ans dont la propriété est revendiquée par des repré-

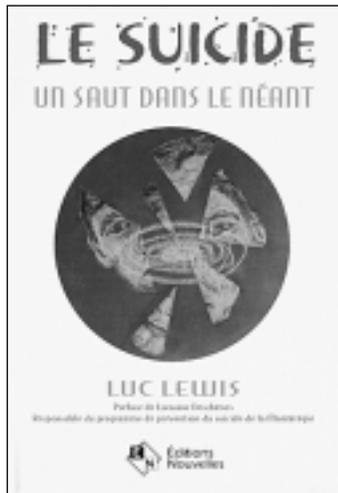


sentants des Premières nations. Aussitôt, deux mondes s'affrontent sur fond de conflit scientifico-juridique.

La sauvegarde du squelette se transforme aussitôt en une course contre la montre, le tout alimenté par des cyber-pirates et les conflits au Moyen-Orient! Il s'agit du deuxième roman de Mme Bergeron après *Isla Nena* paru en 1999 chez le même éditeur.

Une âme s'envole

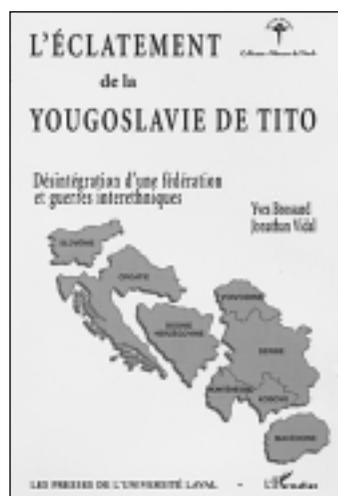
Sous la plume de Luc Lewis, *Le suicide, un saut dans le néant* offre au lectorat une analyse psychologique du cheminement intérieur du sujet suicidaire. L'auteur, chargé de cours à l'UQAM, tente d'apporter un éclairage non pas sur le pourquoi du suicide – «énigme existentielle par excellence» – mais plutôt sur le comment les gens en arrivent à cette triste issue. Dans un premier temps, M. Lewis rappelle à quel point la signification du suicide est mouvante, variant selon les âges et les cultures. Un résumé des principales théories explicatives du suicide, dont les théories sociologiques, médico-psychiatriques, psychosociales, biologiques et philosophiques, est ensuite présenté. Après avoir défini quelques notions préalables, l'auteur expose l'hypothèse à partir de laquelle va s'articuler le reste de son argumentation, à savoir que la conduite suicidaire tire son origine, et



par extension, son explication, de la réalité de l'angoisse (et non de la souffrance); et que, d'autre part, l'angoisse construit son devis et le réalise dans la zone inconsciente de l'être humain. Comment se forme, s'installe et se développe le fantasme suicidaire dans la psyché? Comment le fantasme engendre-t-il le passage à l'acte? Qu'en est-il des signes précurseurs? des facteurs précipitants? des interventions en prévention? Voilà autant de questions abordées dans cet essai paru aux Éditions Nouvelles.

Peuples de la Yougoslavie

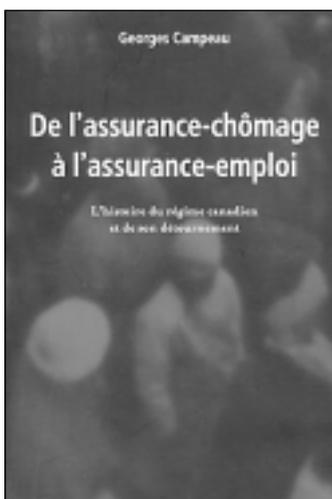
Quel rôle a joué le titisme dans l'éclatement de la Yougoslavie? Quels éléments ont contribué à la renaissance des nationalismes? Pourquoi la communauté internationale a-t-elle échoué à mettre un terme à l'épuration ethnique? Quelle paix augurent les accords de Dayton? Autant de questions auxquelles Yves Brossard et Jonathan Vidal se proposent de répondre dans *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito. Désintégration d'une fédération et guerres interethniques*. Situé à la frontière de la vulgarisation, de la synthèse et de l'analyse, ce livre intéressera quiconque cherche à comprendre ce qui s'est passé dans cette région, de 1991 à 1995, et les origines proches et lointaines des guerres qui s'y sont déroulées. Afin de comprendre ce qui, à certains moments, a permis de rapprocher les peuples de l'ex-Yougoslavie et, à d'autres, a contribué à creuser entre eux



de profonds clivages, les auteurs nous convient à explorer leur histoire, depuis leur arrivée dans cet espace territorial, au VII^e siècle. Rappelons qu'Yves Brossard a été professeur d'histoire pendant trente ans à l'UQAM. Diplômé de la maîtrise en histoire de l'UQAM, Jonathan Vidal oeuvre actuellement au ministère des Relations internationales du Québec. Leur ouvrage est paru chez L'Harmattan/Les Presses de l'Université Laval.

Droits des sans-emploi

Dans son plus récent ouvrage, Georges Campeau aborde le régime canadien d'assurance-chômage selon la double perspective de son évolution historique et des droits qu'il reconnaît aux sans-emploi. En premier lieu, l'auteur traite des dimensions conceptuelles de l'assurance-chômage lors de la mise en place du premier régime étatique en Grande-Bretagne, référent qui inspira le Canada. Puis, le processus de création du régime canadien, et son évolution jusqu'en 1988, font l'objet de l'analyse. L'étude met en relief, notamment, une période relativement favorable aux intérêts des sans-emploi. Suit un examen de l'évolution du régime, de 1989 à aujourd'hui, qui s'intéresse tant au contenu législatif des différentes vagues de contre-réformes, qu'aux motivations du législateur, qui aboutiront à un changement d'orientation majeur du



régime. Pour le professeur Georges Campeau, avocat qui compte plusieurs années de pratique en matière de défense des droits des sans-emploi, il est clair que l'indemnisation des travailleurs doit être l'objectif primordial d'un régime d'assurance-chômage. Le regard qu'il pose sur l'évolution du régime, et sa capacité, à assurer aux travailleurs une protection adéquate, s'avère donc des plus critiques. Selon lui, une réaffirmation de la responsabilité de l'État face aux questions de l'emploi et du chômage s'impose plus que jamais. *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi. L'histoire du régime canadien et de son détournement*. Boréal, 396 pages.

Comprendre la modernité

S'il y a une notion qui est galvaudée et l'objet de multiples interprétations, c'est bien celle de modernité. Dans son essai, *Les neuf clés de la modernité*, Jean-Marc Piotte, (Département de science politique) questionne ses fondements culturels en abordant les thèmes suivants : l'individu et son statut, la raison, le travail, l'amour, le marché, l'État et la religion. «Pourquoi travaillons-nous si fort? Pourquoi cette envie de bien-être plutôt que de bonheur?



Pourquoi ce goût du spectacle plutôt que de la culture?» Des questions abordées sans détour et qui se situent au cœur de notre époque.

Cet ouvrage, avertit l'auteur, n'est pas un précis d'histoire et son objectif n'est pas d'expliquer comment notre monde s'est construit. M. Piotte nous propose plutôt une lecture des principaux auteurs qui ont jalonné l'histoire des idées politiques et éthiques du monde occidental. Une lecture qui, espère-t-il, permettra de mieux comprendre ce monde qui est le nôtre, en dégagant la portée et les limites de ses bases culturelles. En somme, il décrit de manière synthétique et accessible, en les opposant à

celles des Anciens, les principales clés ou idées-forces de la modernité. Un *must* pour quiconque aspire à saisir le sens de notre actualité. Éditions Québec Amérique, 238 p.

Zaza dans le métro

Louise Champagne, coordonnatrice à la Faculté d'éducation, récidive. Elle vient en effet de publier son premier roman jeunesse, *Appelle-moi Zaza!*, qui fait suite à un recueil de nouvelles paru chez Triptyque, en 1992, sous le titre *Chroniques du métro*.

Zaza, c'est Élisabeth Babin, 12 ans, qui vit des moments difficiles dans sa famille. Lorsque sa grande amie, Véronique, déménage à Toronto, elle a le sentiment d'être abandonnée de tous. Mais, soudainement, elle se découvre un don de voyance et se transforme en diseuse de bonne aventure qui se donne pour mission de faire rire les gens et de les rendre heureux. *Zaza* – une émule d'Amélie Poulain, qui sait? – s'installe alors dans le métro et rencontre Grand Georges, le concierge haïtien, avec qui elle vivra des aventures insolites où l'amitié et l'entraide côtoient le fantastique et la magie. Un petit roman bourré d'imagination que l'auteure dédie à ses neveux et nièces, «tous doués pour le bonheur et l'amour». Publié chez Québec Amérique, collection jeunesse.



Prix pour les doctorants

Pour une cinquième année consécutive, le Prix *Le Monde* de la recherche universitaire est offert aux doctorants de la francophonie ayant soutenu leurs thèses entre le 1^{er} octobre 2000 et le 31 octobre 2001. Ce prestigieux concours, qui vise à promouvoir les travaux des jeunes docteurs, concerne les thèses rédigées et soutenues en français de tous les domaines. Les dossiers de candidatures sont à retourner avant le **5 novembre prochain**.

Rappelons que ce concours permet, chaque année, la publication de cinq essais – version remaniée par les lauréats de leur thèse – dans la collection grand public, *Partage du sa-*

voir, parrainée par le sociologue Edgar Morin aux Presses Universitaires de France.

Les candidats doivent retourner leur dossier à l'adresse suivante :
Prix *Le Monde*
Le Monde de l'éducation
58 B, rue du Dessous-des-Berges
75013 Paris

Contact : Julie Chupin
Téléphone : 00-33-01-44-97-54-95
Télécopieur : 00-33-01-44-97-54-99
Courriel : chupin@lemondefr

Sur Internet :
www.lemonde.fr/mde

...Tendances (suite de la page 1)

chose faite et cela devrait contribuer à changer les perceptions en ce qui concerne notre institution.»

Au nombre des facteurs pouvant être à l'origine de cet accroissement, Mme Jodoin évoque les efforts de recrutement menés auprès des clientèles cibles, tant à l'interne qu'à l'externe et, bien sûr, l'attrait et la qualité des programmes offerts à l'UQAM, de même que la création de nouveaux programmes. À ce sujet, Mme Réjeanne Cloutier, coordonnatrice au Bureau des études, rappelle que depuis cinq ans, en effet, plusieurs nouveaux programmes de doctorat ont été créés : en biologie, en biochimie, en études et pratiques des arts, en études littéraires, en histoire de l'art et en informatique cognitive. «Au 2^e cycle, nous avons aussi ouvert des programmes de formation professionnelle spécialisée pour mieux répondre aux besoins du milieu. Outre la mise sur pied de nouveaux DESS, nous offrons, depuis l'automne 2000, quatre nouveaux programmes courts de 2^e cycle, soit en administration scolaire, en développement d'entreprise, en économie sociale et en gestion et planification du tourisme.» Enfin de rappeler Mme Cloutier, l'accroissement des clientèles aux cycles supérieurs est aussi lié au fait que l'UQAM est de plus en plus active en recherche. «Le corps professoral est aujourd'hui très diversifié et les travaux menés par nos chercheurs ont contribué à accroître le rayonnement de l'institution.»

Établissements	1 ^{er} cycle	2 ^e cycle	3 ^e cycle	Total	Nouveaux 1 ^{er} cycle – plein temps
Concordia	7,2	7,9	0,2	7,1	12,4
Laval	-0,2	7,6	1,9	1,1	-2,7
McGill	5,0	4,0	3,3	4,7	1,7
Mtl + HEC + Poly	4,9	5,6	-4,0	4,6	4,3
Sherbrooke	1,3	-5,1	2,5	-0,1	0,4
UQAM	-3,7	6,8	4,1	-2,4	0,3
Ens. des universités*	1,8	5,6	1,3	2,3	2,7

* Comprend les six établissements mentionnés, ainsi que l'UQAC, l'UQAH, l'UQAR, l'UQAT, l'UQTR, l'ENAP, l'ÉTS, l'INRS et Bishop's.

Source : CREPUQ. Données au 24 septembre de chaque année.

1^{er} cycle : temps partiel à la baisse

Si les tendances observables aux cycles supérieurs s'avèrent réjouissantes, qu'en est-il au premier cycle? Toujours selon les données fournies par la CREPUQ, il semble que le nombre de nouveaux inscrits à plein temps au premier cycle soit resté stable par rapport à l'an dernier (+0,3 %). Et il en irait de même pour l'ensemble de la clientèle inscrite à plein temps dans les programmes de premier cycle (+0,5 %). La baisse de

3,7 % du nombre d'inscriptions, au premier cycle, serait donc un phénomène essentiellement attribuable à la chute de la clientèle inscrite à temps partiel (-8,0 %), qui serait passée de 16 350 à 15 047 étudiants. Sans pour autant valider ces données, Mme Claudette Jodoin n'en admet pas moins qu'il faut s'attendre à une diminution significative de ce type de clientèle. Elle précise que la baisse se manifeste dans l'ensemble des facultés, à l'exception de la Faculté de science politique et de droit, la chute la plus importante étant enregistrée à

	Automne 1997		Automne 2001		Variation
Régime d'études					
T. complet	18 297	49,7 %	18 687	50,6 %	+ 2,1 %
T. partiel	18 552	50,3 %	18 232	49,4 %	- 1,7 %
Sous-total	36 849		36 919		+ 0,2 %
Niveau d'études					
1 ^{er} cycle	32 545	88,3 %	31 523	85,4 %	- 3,1 %
2 ^e cycle	3 337	9,1 %	4 296	11,6 %	+ 28,7 %
3 ^e cycle	967	2,6 %	1 100	3,0 %	+ 13,8 %

l'École des sciences de la gestion. «La baisse des clientèles à temps partiel est une tendance observable dans plusieurs universités. Au Québec, on a créé beaucoup de certificats et autres programmes courts, dans le cadre d'un effort de rattrapage collectif, en termes de formation des adultes. De façon générale, on peut penser que les objectifs, pour une large part, ont été atteints.»

Des tendances lourdes?

De toute évidence, il faudra attendre la prochaine Commission des études pour obtenir un portrait plus détaillé et «officiel» de la situation. Néanmoins, on peut penser qu'un cer-

tain nombre de transformations, telles que l'accroissement du nombre d'étudiants inscrits aux cycles supérieurs et la hausse de leur poids relatif au sein de l'ensemble des effectifs représentent, à l'UQAM, des tendances lourdes. De même, compte tenu du vieillissement de la population, la stabilisation, voire la diminution du nombre d'étudiants, en particulier au premier cycle, sera probablement appelée à se poursuivre. Quant à la baisse des effectifs à temps partiel, plusieurs facteurs sans doute interviennent, dont les types de programme offerts, les clientèles desservies, l'évolution des budgets de perfectionnement des entreprises et, de manière plus générale, la conjoncture économique.

LETTRES DES LECTEURS

Regard rafraîchissant

Alors que nous braquons nos regards, de façon presque obsessionnelle, sur les nouvelles et sur les informations croisées de différents réseaux, que nous tentons, selon nos propres croyances et connaissances des enjeux géopolitiques de la région concernée, de décoder les avis d'experts de service en études stratégiques, chaque jour plus ahuris, comme moi-même, des effets de la désinformation sur l'esprit critique des populations, de l'information (la nouvelle) érigée en consommation, je me suis réjoui de lire les points de vue éclairés, incisifs, courageux, mis de l'avant par le petit groupe de participants de la table ronde du 26 septembre : Un regard rafraîchissant sur un contexte des plus inquiétants, des hypothèses qui nous ramènent à l'essentiel. Voilà ceux et celles que j'aimerais entendre plus souvent aux côtés des experts qui ne font que commenter et alimenter la psychose belliqueuse sur nos ondes!

Pierre Mayrand

Professeur associé,
Département d'histoire de l'art

Impacts psychologiques

C'est une initiative heureuse d'avoir publié une discussion sur la tragédie du 11 septembre. Plusieurs points de la discussion m'ont particulièrement intéressés.

Au sujet de la logique binaire « le bien contre le mal » et des conséquences psychologiques du terrorisme sur les « témoins » j'avais publié en 1991 un article qui touchait ces aspects. Une fois qu'on dépasse le « jargon théorique » qui prend une partie du texte, l'analyse me semble compréhensible pour la plupart des gens. [NDLR – Une copie de ce texte est disponible à nos bureaux.]

Louis Brunet

Professeur, Directeur intérimaire,
doctorat en psychologie

Condamner les États-Unis

C'est avec consternation que j'ai lu les articles sur le sujet en titre. Tous semblent d'accord pour condamner les États-Unis. J'aurais cru que la libre opinion qui doit régner à l'université aurait permis à des penseurs de dé-

fendre le point de vue occidental, car c'est de l'occident qu'il s'agit. Ben Laden a condamné les formes du mal occidental. En conséquence, il a choisi pour nous dans quel camp nous étions. Je suis d'accord avec les experts que nous avons beaucoup à nous reprocher. Mais, dans le contexte, nous devons être solidaires pour combattre le terrorisme actuel qui nous menace tous. Cessons cet infantilisme d'être anti-américains, car sans leur intervention, nous vivrions dans la crainte d'une prochaine frappe contre l'esprit du mal que nous représentons aux yeux des mégalomanes utilisant le Coran pour lui faire dire ce qu'ils veulent.

Jean Legault

Professeur,
Département des sciences comptables

Le SCCUQ change de tête

Dans la foulée de l'assemblée générale qui s'est déroulée le 4 octobre dernier, le Syndicat des chargés et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ) vient de faire connaître la composition de son nouveau Comité exécutif. C'est désormais Mme Suzanne Walsh qui occupe le poste de présidente, aux côtés de M. Jocelyn

Chamard, vice-président à la convention collective, de Mme Lorraine Interlino, vice-présidente aux relations intersyndicales et de M. Marcel Bernier, vice-président aux affaires syndicales. MM. Laurie Girouard et Guy Dufresne assument respectivement les fonctions de trésorier et de secrétaire.

PUBLICITÉ

Le Studio fêtera toute l'année sa première décennie

Anne-Marie Brunet

Comment résister à l'envie de célébrer ses 10 ans? Le Studio de l'Agora de la danse offre aux Montréalais, une saison remarquable qui reflète bien ce que cette salle est devenue au fil des ans : un centre de diffusion ouvert à toutes les tendances en danse contemporaine d'ici et d'ailleurs.

Francine Bernier, directrice artistique du Studio de l'Agora de la danse, administre cette salle depuis neuf ans. Sa troisième en 20 ans de carrière. «Je viens du milieu du théâtre, plus spécifiquement du théâtre pour enfants». Tout un bagage pour faire ce métier qu'elle aime avec passion.

Une saison exemplaire

Cinq chorégraphes montréalais présentent en première mondiale leurs dernières créations. Sylvain Émard ouvre le bal en octobre 2001, avec *Scènes d'intérieurs*. Suivra en février 2002, *Érosio* d'Isabelle Van Grimde, en mars 2001, *La femme de sable* de Jocelyne Montpetit et en mai 2002, *Trois et l'impureté* de Daniel Léveillé, professeur-chorégraphe du Département de danse de l'UQAM. Roger Sinha qui enseigne aussi dans le même département présentera en février 2002 *Thok* et reprendra en première partie de spectacle, *Loha*. La compagnie Danse-cité, avec son *Projet célébration*, rend hommage en janvier et février 2002, aux danseurs qui ont fait le succès de sa formule *Interprètes*. Et pour la première fois au Studio, se produiront la chorégraphe Anne-Marie Giroux, ainsi que le Ruth Cansfield Dance (Winnipeg), Alexander Baervoets (Belgique) et la Compagnie Schmid Pernelle (France). Les étudiants du Département de danse de l'UQAM seront aussi de la fête en participant à la création d'une œuvre signée par un de leurs professeurs ou par un chorégraphe invité.

Cette saison exemplaire, se terminera par un événement très important dans le monde de la danse : José Navas, enfant chéri du public montréalais, interprétera pour la «dernière fois» plusieurs solos qui ont marqué sa carrière. Selon Francine Bernier, l'artiste a choisi l'Agora tout simplement parce qu'il aime cette salle et la juge très bien adaptée pour l'exécution de solos de danse.

Un bâtiment dédié à la danse contemporaine

Un magnifique escalier en marbre mène aux locaux administratifs du Studio de l'Agora de la danse, la plus importante salle de ce complexe qu'on nomme l'Agora de la danse. Créée en 1987, l'Agora est une corporation sans but lucratif. Elle loge dans le pavillon Latourelle de l'UQAM, réaménagé à la fin des années 80 en un centre de diffusion international de la danse expé-

riementale. Cette transformation a été faite dans le respect de plusieurs ornements d'origine. «Nous sommes dans un des seuls bâtiments au monde dédié entièrement à la danse contemporaine», affirme fièrement Mme Bernier. Le Département de danse de l'UQAM occupe environ 60 % de l'espace, le reste étant occupé par le Studio de l'Agora de la danse, la Compagnie Tangente, le Regroupement québécois de la danse et des organismes liés de près au monde de la danse.

Les lieux sont vraiment au service de la création. Des studios immenses, des loges bien équipées, des laboratoires d'informatique et de vidéos, etc. Le Studio est une salle de spectacle à l'italienne, comprenant de 256 à 345 places selon la configuration scénique choisie. Le recouvrement du plancher est en bois, ce qui évite des blessures au danseur. «La salle est

ouverte 50 semaines par année. Elle est un outil pour les chorégraphes professionnels qui l'utilisent pour mettre au point leurs œuvres. Certains font des répétitions devant public», affirme Francine Bernier.

Les professeurs du Département de danse de l'UQAM se révèlent d'excellents collaborateurs pour Francine Bernier, développant des projets audacieux où la théorie se fait appliquée. «Il y a huit ans, Sylvie Fortin qui s'intéressait à l'époque à mettre au point des méthodes d'appréciation du public, a collaboré avec Sylvain Dodier, spécialiste en développement de public, et moi à la conception de la *Série danse jeunesse*. De son côté, Marie Beaulieu est animatrice du Service d'action culturelle du Studio», souligne Francine Bernier. Ce service vise à rapprocher le spectateur des œuvres à l'affiche : rencontres avec des chorégraphes, ateliers et stages

d'initiation, expositions, événements réalisés en lien avec des artistes d'autres disciplines artistiques, etc.

Artistes en la demeure

Tout est mis en œuvre pour que les artistes se sentent vraiment chez eux au Studio. À chaque année, des semaines de résidence de création sont offertes à plusieurs artistes d'ici et d'ailleurs. Le professeur Daniel Léveillé, est l'un d'eux cette saison. En plus de pouvoir utiliser les locaux de l'Agora pour son travail de création, il profite du soutien de l'équipe du Studio tout au long de sa démarche. «Nous le supporterons dans son projet d'exportation à l'étranger d'une de ses plus récentes créations, *Amour, acide et noix*», explique Mme Bernier. Le Studio a en effet développé au fil des ans, des partenariats, que ce soit avec des compagnies de danse ou des chorégraphes du Québec, du Canada anglais et plus récemment d'Europe (Belgique, France). Ces échanges permettent non seulement des rencontres fort enrichissantes, mais aussi d'ouvrir de nouveaux horizons pour les créateurs d'ici qui désirent exporter leurs œuvres.

Le Studio de l'Agora de la danse est devenu un véritable centre de références en matière de danse contem-



Photo : Cylla von Tiedemann

Le danseur et chorégraphe José Navas.

poraine. Son équipe a toujours été guidée par une large ouverture d'esprit. «Le Studio de l'Agora de la danse veut continuer à explorer tous les possibles en danse en ouvrant encore plus grandes ses portes, dans les années à venir, à des pratiques et manifestations artistiques qui font valser les barrières des genres, des disciplines et des cultures», de conclure Mme Bernier.

Sur Internet :

www.agoradanse.com



Photo : Michael Slobodian

Thok, chorégraphie de Roger Sinha.

Rappel – Méningite

Tous les étudiants de l'UQAM, âgés de 20 ans ou moins (nés après le 16 juillet 1980), sont invités à se présenter les 23 et 24 octobre au pavillon Judith-Jasmin pour se faire vacciner, gratuitement, contre la méningite par le personnel infirmier du CLSC des Faubourgs.

Les personnes en contact avec les étudiants (professeurs, professionnels, secrétaires, etc.) sont priées de leur rappeler de participer à cette campagne de prévention, afin que le plus grand nombre d'étudiants de moins de 20 ans soient vaccinés.

Rappelons que la vaccination contre la méningite est volontaire, mais fortement recommandée par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Nous comptons plus de 3 800 étudiants âgés de 20 ans ou moins sur le campus et ils sont dispersés dans toutes les facultés, donc difficiles à rejoindre.

Cette campagne de prévention est orchestrée par les Services à la vie étudiante de l'UQAM.

Dates :

23 et 24 octobre 2001

Heures :

de 9 h à 18 h (aucun rendez-vous n'est nécessaire)

Lieu :

J-M400 (Foyer du Studio-Théâtre Alfred-Laliberté) sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin, au niveau métro.

Documents requis pour la vaccination :

- preuve d'identité et/ou carte d'assurance-maladie
- carte UQAM
- carnet de santé (si possible)

Pour information supplémentaire sur la méningite :

www.msss.gouv.ca/meningite

PUBLICITÉ